

RAPPORT N° 1 : Rapport d'Orientation Budgétaire

En vertu de l'article L.5722-1 du CGCT, la gestion du Syndicat mixte, est assimilée à celle d'une commune de plus de 3 500 habitants. Celles-ci doivent obligatoirement **organiser un débat d'orientation budgétaire dans les deux mois précédents le vote du budget** primitif. Ce débat n'a **aucun caractère décisionnel** mais doit néanmoins **faire l'objet d'une délibération avec vote**.

De nouvelles dispositions ont été prévues par la loi portant nouvelle organisation territoriale de la république relatives à la transparence et à la responsabilité financière des collectivités territoriales « dispositions de l'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015, loi NOTRe », et complétées par le décret 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire

Ainsi pour les communes d'au moins 3500 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) qui comprennent au moins une commune de 3500 habitants et plus, et les départements, ce rapport doit comporter :

- ✓ Les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement,
- ✓ La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes.
- ✓ Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette le cas échéant, et les perspectives pour le projet de budget.

Le rapport présente, en outre, l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

La présentation de ce rapport par l'exécutif doit donner lieu à un débat, dont il sera pris acte par une délibération spécifique de l'assemblée délibérante, et fera l'objet d'un vote. L'assemblée délibérante prendra non seulement acte de la tenue du débat, mais également de l'existence du rapport sur la base duquel s'y tient le DOB.

1) Le contexte général et les grandes orientations 2017

Le premier objectif du DOB est de **mettre en discussion les priorités d'intervention** de la structure dans le contexte financier et administratif de celle-ci.

1-1 Evènements marquant 2016 et 2017

- ✓ La mise en place des lois MAPTAM et NOTRe :
 - Création de la Métropole en janvier 2016 et mise en place progressive,
 - Modification de la répartition des compétences des collectivités qui entraîne une **évolution des systèmes de financement des départements et Régions** et dans le domaine de l'eau
 - La création de la GEMAPI ayant pour conséquence la réalisation en cours de SOCLE (Schéma d'organisation des compétences locales sur l'eau) sur le territoire de la Métropole et du Pays d'Arles

- ✓ Le lancement d'une **étude préalable pour l'élaboration d'un SAGE de la Durance** (Schéma d'aménagement et de gestion de la Durance) avec de nombreuses questions soulevées pour les territoires « satellites » comme la Crau (extérieur au bassin versant mais qui bénéficie d'un transfert d'eau).
- ✓ La **signature du Contrat de nappe le 30 janvier 2017** marquant le début de la mise en œuvre du programme d'actions.

1-2 Rappel des missions statutaires du Syndicat :

Le Syndicat a pour « missions statutaire notamment, en liaison avec les orientations du SDAGE, de :

- *capitaliser l'ensemble des données afférentes à la nappe et réaliser les études qu'il jugera nécessaires pour approfondir la connaissance de la nappe phréatique de la Crau*
- *veiller à ce que les aménagements, les études et les travaux ayant un impact direct sur les systèmes hydrauliques superficiels, la nappe de Crau et leur environnement, respectent les objectifs généraux de préservation des milieux et de sécurité,*
- *suivre les études et opérations nécessaires à une bonne qualité des eaux superficielles et souterraines et à la mise en valeur des milieux aquatiques en général,*
- *suivre la mise en place d'une gestion rationnelle des prélèvements, notamment souterrains,*
- *participer à la négociation de financements auprès des partenaires financiers,*
- *associer à sa demande tous les partenaires publics, associatifs ou privés qu'il jugera utile dans un but de concertation, de coordination et d'approche globale, et préparer toute politique contractuelle correspondante.*
- *assurer la maîtrise d'ouvrage de toutes les opérations de gestion nécessaires à la préservation de la nappe de la Crau,*
- *assurer une coordination entre les différents acteurs du bassin versant visant à promouvoir une gestion globale et concertée de la nappe de la Crau et des milieux aquatiques associés à travers la mise en œuvre d'un document de planification de type charte, contrat de milieu, SAGE ou tout autre outil existant,*
- *assurer une assistance à la maîtrise d'ouvrage aux membres du Syndicat, une mission de conseil ou d'expertise pour des opérations ou des projets liés à la nappe de la Crau »*

1-3 Bilan des actions 2016 et priorités 2017 :

Observer et anticiper :

- **Le réseau de suivi quantitatif et qualitatif :**

Objectif :

Disposer d'une vision de l'évolution de la qualité des eaux souterraines et en temps réel de l'évolution du niveau de la nappe

Mise en œuvre 2016	Priorité 2017
<ul style="list-style-type: none"> - Quantité : suivi, maintenance et exploitation des données des 23 piézomètres SYMCRAU, analyse des 10 points des autres réseaux partenaires (INRA, BRGM) - Qualité : échantillonnage (hautes et basses eaux) et exploitation des données des 17 qualitomètres 	Poursuite du dispositif à l'identique+ une campagne thématique autour d'Entressen
Coûts : 27 000 €	Coûts : 36 000 €

- **L'observatoire de la nappe**

Objectif : recenser, inventorier et diffuser à un large public les données et études liées aux eaux souterraines et à l'occupation des sols en Crau

Mise en œuvre 2016	Priorité 2017
<ul style="list-style-type: none"> - animation et mise à jour régulière de l'observatoire - réalisation d'un stage de 3 mois pour la mise à jour du catalogue (180 fiches de métadonnées) - mise à disposition des données lors des demandes 	Poursuite du dispositif à l'identique
Coûts : 5 000 € +15 jours de travail	Coûts : 1500 € +15 jours de travail

- **Le modèle hydrogéologique :**

Il s'agit d'un outil de calcul innovant capable de simuler le niveau de la nappe en fonction de paramètres physiques, climatiques et agronomiques) et la migration de polluants dans les eaux souterraines.

Objectif :

- disposer d'un outil de simulation de la sensibilité de la nappe à des projets (aménagement, nouveau captage,...),
- réaliser des simulations prospectives liées à d'éventuelle modification de la recharge de la nappe
- simuler le transfert de polluant depuis la surface (extension d'un panache de pollution, temps de transfert ...)

Mise en œuvre 2016	Priorité 2017
- pas d'évolution apportée au modèle INRA	Mise à jour du modèle en vue de son utilisation dans le cadre de l'étude SINERGI (formation agent à l'INRA sur partie agronomique du modèle, nouvelle carte d'occupation des sols – cf SINERGI, intégration des données de prélèvements, ...)
	40 jours de travail

Connaitre :

- **L' ERS (Etude Ressource Stratégique) :**

Objectif : définir des zones de sauvegarde pour préserver les besoins actuels et futurs en eau potable

Mise en œuvre 2016	Priorité 2017
<ul style="list-style-type: none"> - définition des zones de sauvegarde à partir d'une étude technique, en concertation avec les élus, les services aménagement et eau et assainissement - définition d'un cahier de préconisations (boite à outils) associées dans le domaine de l'urbanisme et en dehors 	<ul style="list-style-type: none"> - validation de l'étude - accompagnement des Portés à connaissance correspondants des services de l'Etat - réflexions partenariales avec les professionnels (agricultures, carrières, ...)
Coûts : 79 000€	Coûts : 6 500€

- **L'étude SIMBA (Surveillance des Intrusions Marine en Basse crAu)**

Objectif :

- Mettre en place un réseau de suivi du biseau salé pour connaître son état et sa variabilité dans l'espace et dans le temps,
- Identifier l'origine de la salinité et comprendre les facteurs de contrôle de son évolution,
- Optimiser un réseau de surveillance à long terme et définir des mesures de gestion pour limiter les intrusions marines (si nécessaire)

Mise en œuvre 2016	Priorité 2017
<ul style="list-style-type: none"> - montage de l'étude (administratif, financier et technique) et formalisation du partenariat avec le BRGM - engagement de l'étude avec le BRGM (pour 2 ans) 	<ul style="list-style-type: none"> - Acquisition et pose de 7 sondes pour suivre la conductivité des eaux - Réalisation de deux campagnes piézométriques - Réalisation d'une campagne d'échantillonnage pour analyses qualitatives - Réalisation d'une campagne de « test hydraulique »
40 jours de travail	Coûts : 85 000€ +45 jours de travail

- **L'étude SINERGI (Sensibilité de la Nappe aux conditions de prélèvements et de Recharge et Gestion de crise)**

Objectif :

- Connaître les volumes exploitables dans la nappe en fonction des conditions de recharge,
 - Définir des côtes piézométriques de référence pour anticiper et gérer les situations de tension sur la ressource.
- Cette étude mobilisera le modèle hydrogéologique pour tester des scénarios de prélèvement et surtout de recharge. Il est souhaitable que le SYMCRAU soit guidé d'un expert en hydrogéologie et d'un cabinet de concertation pour accompagner le projet.

Mise en œuvre 2016	Priorité 2017
<ul style="list-style-type: none"> -Montage des dossiers de subvention et d'une première version de cahier des charges - Réaliser d'une carte d'occupation des sols 2015 (pour mettre à jour le modèle) 	<ul style="list-style-type: none"> - Monter le marché d'accompagnement (jusqu'à l'attribution) - Mettre à jour le modèle et former l'agent sur la partie agronomie du modèle (cf ci-dessus dans la partie sur le modèle) - démarrer les travaux avec le bureau d'étude
Coûts : 10 000€	Coûts : 30 000€

Accompagner les politiques publiques

- Suivre l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques susceptibles d'interférer avec la ressource en eau souterraine (alimentation en eau potable et gestion des eaux usées, aménagement du territoire, pluvial, politique agricole,...)

Mise en œuvre 2016	2017
Nombre de jours : 50	Nombre de jour : 50 ?

- **Conseiller les porteurs de projets dans la prise en compte des questions d'eau dans leurs projets**

Objectifs : favoriser une gestion durable de la ressource en eau

Bénéfice pour les maitres d'ouvrage :

- *disposer d'outils et de services spécialisés clés en main et à moindre coût*
- *gagner du temps dans les procédures*

Mise en œuvre 2016	Priorité 2017
Les dossiers principaux 2016 concernés notamment :	
Appui rédaction cahier des charges diagnostic étang Entressen dérivation AEI pour AEP bâtiment public DUP: Piezomètre profond sur PPI ZAC de la Crau AQUARAD Extension ZAC de la Crau ZAC des Gabins Caractérisation mare de Lanau Pollution SIMT Centrales photovoltaïques Ecoquartier de Miramas STEP de Rassuen Etude Marais de Port St Louis	Maintien des missions de conseil
Nombre de jours : environ 110 jours etp	Nombre de jour : ?

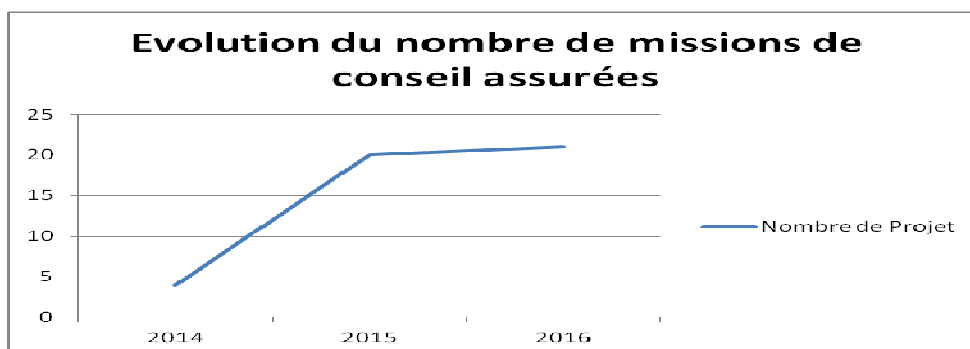


Figure 1 : Tendance d'évolution des missions de conseil assurées par le SYMCRAU

- **Sensibiliser aux enjeux de l'eau sur le territoire**

Objectif : faciliter la compréhension des politiques menées

Mise en œuvre 2016	2017
<ul style="list-style-type: none"> - Outil de partage de l'information : le site internet avec la plateforme d'échange de données et le géo-catalogue (voir rubrique observatoire ci-dessus) : mise à jour régulière - Diffusion des connaissances : publication de bulletins annuels quantitatif et qualitatif - Création d'un page Facebook - Publication d'un rapport d'activité - Participation au Salon des Agricultures de Provence : stand sur 3 jours (600 personnes touchées) - Création d'outils de communication pour les manifestations : oriflammes, gobelets réutilisables, tee-shirts 	<ul style="list-style-type: none"> - Publication d'un rapport d'activité et des bulletins annuels - Mise à jour du site internet et de la page facebook - Création d'un document de synthèse du contrat de nappe - Création d'outils : matériel d'exposition (2 kakémonos), une banderole, stylos publicitaires - Participation au Salon des Agricultures de Provence - Médiatisation de la signature du Contrat de nappe (France3, presse locale et journaux municipaux,...)
Nombre de jours : 60	Nombre de jour : 60
Coût : 4 000	Coût : 6 000

Mise en œuvre 2016	Priorité 2017
-Finalisation du programme d'actions - approbation du contrat par la Commission des aides de l'Agence des l'Eau et par les autres financeurs (CD 13 et Région) - Approbation par les maîtres d'ouvrage et les membres du comité de nappe Préparation de la signature du contrat - Démarrage de quelques actions	- Signature du contrat - mise en œuvre des actions
Coût: 17 000 €	Coût : 3 000 € + réparti dans les actions

2) Principes généraux de la construction du budget :

L'ensemble d'activités déployées jusqu' à présent, a permis d'affermir l'expérience, le savoir-faire, l'expertise du Syndicat et le SYMCRAU est maintenant reconnu pour cela.

Au bout de 10 ans d'existence, des efforts considérables en matière d'acquisition de connaissance et un Contrat de nappe signé, c'est **une seconde étape dans la vie de cette structure**. Il faut l'aborder avec la responsabilité indispensable à une **gestion sereine et durable** de l'eau sur ce territoire.

Les orientations budgétaires doivent traduire à la fois la volonté et l'ambition d'une **gestion performante** et innovante mais aussi la **réalité économique** du moment ainsi que les perspectives d'avenir. Les orientations budgétaires suivantes permettent de prendre en considération ces éléments et d'avoir **une gestion équilibrée du Syndicat en assurant la continuité et le développement des missions**.

Si le résultat de l'exercice 2016 est confortable, la mise en perspective des résultats pour les années suivantes montre **des fragilités qui demandent une prise en compte** dès maintenant.

De manière générale, il est proposé d'envisager les principes suivants :

- Les crédits des actions à l'échelle du bassin ainsi que ceux des missions de conseil de base à l'échelle locale, seront liés par la contribution des membres,
- Les services d'expertise et de conseil à l'échelle locale mais plus étendues ou développées feront l'objet de conventions, dans un cadre juridique adapté, dont les aspects financiers sont basés sur des montants journaliers forfaitaires à fixer.
- Dans les deux cas, un effet levier est recherché par la mobilisation de cofinancements, notamment de l'Europe et de l'Agence de l'eau.

3) Evolution des dépenses

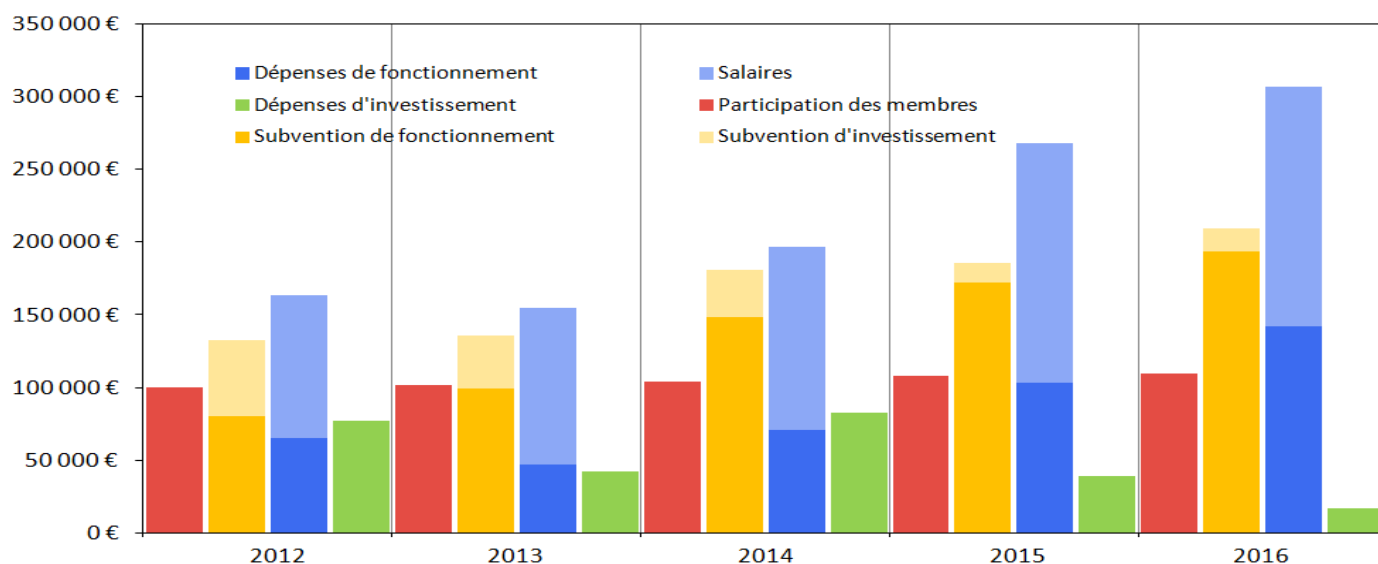


Figure 2 : Etat des dépenses et des recettes de puis 2012

3-1 La masse salariale

La masse salariale représente près de 50% des dépenses de fonctionnement en 2016 (cf figure 2). Ce qui correspond parfaitement au rôle confié au SYMCRAU, à savoir de disposer d'un pôle technique hautement spécialisé et mutualisé à l'échelle du territoire sur les questions de ressource en eau et leur prise en compte dans les différentes politiques publiques.

La masse salariale du SYMCRAU a évolué depuis la création du Syndicat en 2006, un agent en 2007 avec l'arrivée du 4^{ème} agent en 2014. La masse salariale est stable depuis deux ans.

En 2017, le SYMCRAU fonctionne avec 4 postes permanents pourvu, soit 3,8 Equivalents Temps plein:

- ✓ **2 Ingénieurs territoriaux** avec des profils hydrogéologue (un en charge de la direction du Syndicat et de l'animation du Contrat de nappe, l'autre en charge de la modélisation de la nappe, du suivi des dossiers d'aménagement du territoire et des études ERS et SINERGI),
- ✓ **1 technicien territorial** avec un profil hydrogéologue chargé de l'observatoire de la nappe, des réseaux de suivi et du projet SIMBA
- ✓ **1 assistante administrative et financière** à temps non complet (80%) en charge de l'administratif, des finances, de la gestion des ressources humaines et des carrières, des assemblées,...

Les postes techniques ne sont plus subventionnés que par l'Agence de l'Eau à hauteur de 50%. Les aides de la Région et du FEDER ne sont plus mobilisables pour ce type de postes. En l'état actuel, il n'est pas **envisagé de création de poste permanent en 2017**.

Néanmoins le développement du volet « Sensibilisation et partage de connaissances » du Contrat de nappe, l'augmentation des demandes de conseil des membres et la perspective éventuelle d'un SAGE Crau nécessite d'envisager la création d'un **poste supplémentaire à l'horizon 2018 ou 2019** afin de consolider et stabiliser l'équipe technique.

La prise en compte des évolutions réglementaires concernant le transfert prime/point, la revalorisation du point d'indice et la nécessité de prévoir le retour à 100% du poste de direction (suite à un congé parental) conduiront à **une augmentation d'environ 9% par rapport à 2016**.

3-2 Le budget de fonctionnement consacré aux actions

Le SYMCRAU a monté en puissance depuis sa création. Cette tendance s'est traduite dans l'évolution du budget dédié aux actions qui a doublé depuis 2012 soit une progression moyenne 12,5%. Pour l'année 2016, celui-ci s'élevait à environ 190 000€.

L'activité du SYMCRAU dans les prochaines années sera liée à la mise en œuvre du programme d'actions du Contrat de nappe avec, outre la poursuite des activités permanentes, principalement la finalisation de l'ERS, l'étude SIMBA, l'étude SINERGI et le déploiement du volet « sensibilisation du Contrat » qui permet la diffusion et la prise en compte des études techniques.

Les partenaires financiers se sont engagés dans le contrat de nappe à accompagner ces projets à hauteur de 80%.

Ainsi, l'effort d'autofinancement sollicité par les actions est plus faible que celui sollicité par la masse salariale.

L'augmentation se poursuivra en 2017 mais avec un très net ralentissement (autour de 5%) et une **stabilisation progressive dans les années à venir**.

3-3 Evolution des charges de fonctionnement

Les charges de fonctionnement ont également augmenté progressivement depuis la création du Syndicat en lien avec sa mise en place. Celles-ci s'élèvent aujourd'hui à environ **60 000€**. Elles sont **relativement stabilisées** (environ +2 à 3% par an) grâce à des efforts constants pour veiller à une maîtrise rigoureuse de ces dépenses.

3-4 Le budget d'investissement

Le budget d'investissement est généralement plus faible que le budget de fonctionnement. Ceci s'explique encore une fois par les missions statutaires du SYMCRAU davantage orientées vers des études, des suivis et un capital humain spécialisé (donc du fonctionnement).

Les investissements réalisés par le SYMCRAU depuis sa création correspondent donc à du matériel informatique, deux véhicules, des études préalables à des travaux, des travaux de forage et des équipements d'hydrométrie.

Le budget d'investissement est variable d'une année à une autre en fonction de la programmation.

Celui s'élevait à 140 000 euros en 2016 alors que les dépenses réelles se sont élevées à moins de 17 000 €. Cette différence s'explique par des recettes d'investissements liées aux amortissements et à l'obligation de combler le déficit d'investissement de l'exercice précédant conduisant à des crédits plus importants que les besoins réels.

Pour 2017, seul l'acquisition de sondes pour le suivi du biseau salé est prévue. Ainsi une **diminution de près de 50%** de ce budget est attendu.

Le SYMCRAU sera dorénavant bien équipé en matériel technique. Le budget à moyen terme sera dédié à du renouvellement progressif. Ainsi, il devrait progressivement diminuer puis se stabiliser.

4) Endettement

Le SYMCRAU a réussi la montée en puissance progressive liée à sa création sans contracter d'emprunt tout en s'équipant et en réalisant les travaux de foration des piézomètres.

Aucun emprunt n'est envisagé en 2017 ni à moyen terme.

5) Encadrement du chiffrage des ressources

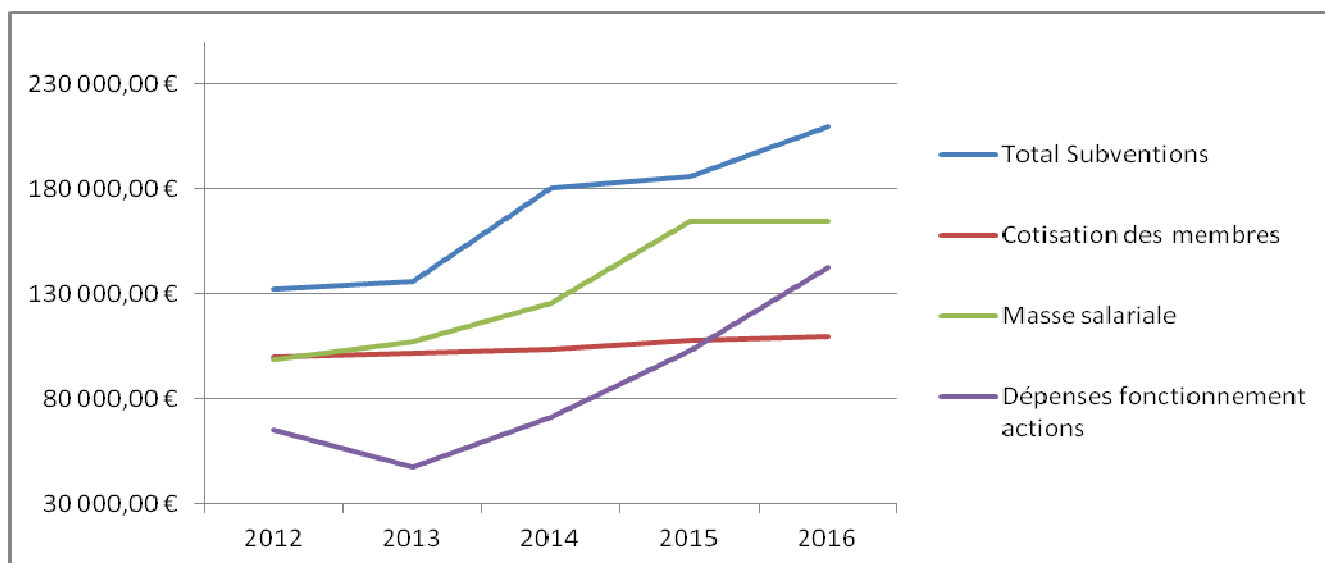


Figure 3 : Evolution des dépenses de fonctionnement et des recettes

5-1 Les subventions :

Un effet levier est systématiquement recherché par la mobilisation de co-financements de l'Agence de l'Eau, de la Région et du département sur les postes techniques et les actions que met en œuvre le SYMCRAU si bien que :

1€ de contribution statutaire= 3€ d'interventions

Ainsi, malgré le désengagement des crédits européens FEDER en 2013, l'évolution des subventions a suivi l'évolution à la hausse des dépenses liées aux actions et aux postes (cf figure 3 ci-dessus) avec un décalage dans le temps lié au système de versement après paiement (qui nécessite une trésorerie suffisante).

Le **Contrat de nappe permet d'avoir une visibilité pluriannuelle** des subventions qui continueront de conforter les recettes du Syndicat sur les actions généralement à hauteur de 80% des projets. Sur les postes, seules les subventions de l'Agence de l'eau devraient se maintenir.

5-2 Les cotisations statutaires des membres :

La répartition des cotisations des membres est définie par application d'une clé fixée dans les statuts. La montée en puissance du Syndicat est liée à son déploiement progressif depuis une situation avec aucune activité à sa création jusqu'à une situation de stabilisation progressive des activités en 2017 soit au bout de 10 ans d'existence.

Les cotisations des membres suivent une très faible augmentation liée à l'inflation mais elles n'ont pas suivi la montée en puissance du Syndicat légitime « post-crétation ».

Ainsi malgré les recherches d'économies engagées, l'optimisation des ressources par la mobilisation systématique de subventions et l'optimisation des moyens humains (cf figure 3 : stabilisation de la masse salariale malgré la progression de l'activité), il est nécessaire de faire évoluer les cotisations des membres vers **un plafond de stabilisation à moyen terme autour de 170 000 € à l'horizon 2019**.

Ainsi il est envisagé un montant global de 129 000€ de cotisations pour l'année 2017 soit X € d'augmentation globale à répartir selon la clé statutaire **soit une augmentation entre 153€ et 9 600€ en fonction des membres**.

6) Financement des missions de conseil à l'échelle locale

Comme indiqué dans le chapitre1, le SYMCRAU est **de plus en plus sollicité pour des missions de conseil** à ses membres ou d'autres acteurs du territoire pour des sujets intéressant la ressource en eau souterraine à l'échelle locale. Il est proposé de **permettre au SYMCRAU de percevoir une indemnité liée à ces projets** lorsque leur portée est d'ordre communale à infra-communale.

L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ou encore la loi NOTRe, permettent ce type de partenariat sous forme soit de contrat dit « In House » (forme dérogatoire au code des marchés publics) soit sous forme de convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et ainsi **de se situer hors champ concurrentiel**.

Dans ce cadre, des montants forfaitaires pourraient être définis par délibération (à prix coutant : journée Ingénieur=250€, Journée technicien=200€ par exemple) puis utilisés pour fixer la hauteur d'indemnités lors de partenariats formalisés par convention après décision du Président.

Conclusion :

Le SYMCRAU, par son **capital humain spécialisé**, sa capacité à mobiliser les acteurs dans des dynamiques de concertation, à **monter des projets et les financements** qui leur sont liés, accompagne le territoire dans la mise en œuvre de **politiques respectueuses de l'environnement au bénéfice des habitants avec des coûts maîtrisés**.

Dans une situation établie de finances publiques restreintes, le SYMCRAU continue sa stratégie d'optimisation des financements et assure une maîtrise optimale de ses dépenses de fonctionnement tout en développant ses missions pour répondre aux objectifs de préservation de la nappe, de maintien des usages associés et de conseils spécialisés à ses membres.

Le SYMCRAU, après ses dix premières années d'existence, amorce une phase de stabilisation des actions et des dépenses associées, à mettre en œuvre dans les trois prochaines années. La masse salariale déjà stabilisée depuis 2014 devrait évoluer à l'horizon 2019 avec la création d'un poste supplémentaire pour **atteindre une situation consolidée et une stabilisation durable** de la masse salariale.

L'effet levier des subvention permettant de réaliser 3€ d'intervention pour 1€ de cotisation statutaire a permis de d'absorber l'évolution des dépenses de fonctionnement pendant la phase de déploiement du Syndicat.

Néanmoins, **en 2017 un ajustement de + 19 000 € des cotisations jusqu'alors globalement stables, est à prévoir pour atteindre une stabilisation durable autour 170 000€ à l'horizon 2019.**

Le rapport entendu, le Comité Syndical est invité à :

- Approuver la délibération qui prend acte de la tenue du débat d'orientations budgétaires 2017 présenté sous forme de rapport.